

Spécial Ukraine

La confiance
ça se mérite

Amundi
ASSET MANAGEMENT

Des réponses à vos questions

Nos réponses à certaines des questions clés posées concernant la crise ukrainienne

Quel pourrait être l'impact de la guerre en Ukraine sur les marchés émergents ?



Alessia BERARDI,
Responsable des
marchés émergents,
Recherche stratégie
macroéconomique -
Amundi Institute

Pour les marchés émergents, **l'impact négatif devrait se concentrer sur les régions proches de la zone de conflit et sur les importateurs nets de produits de base (pétrole / gaz / aliments).**

L'Europe de l'Est devrait souffrir directement de son exposition commerciale à la Russie et indirectement des difficultés que la crise actuelle inflige aux pays du cœur de la zone euro comme l'Allemagne, l'un des plus importants partenaires commerciaux.

De plus, **une prolongation du conflit pourrait générer encore davantage de mouvements de réfugiés, ce qui pourrait peser sur les positions budgétaires qui n'ont pas encore été rétablies après la pandémie.** À cet égard, les pays les plus vulnérables en termes de réserves budgétaires sont la Hongrie et la Roumanie. Pour la Pologne, qui peine déjà à se conformer aux règles d'accès au Fonds européen, les flux de réfugiés pourraient détourner les ressources de postes plus productifs. **Les pays importateurs nets de pétrole et de gaz** devraient souffrir d'une dégradation de leur situation extérieure et budgétaire (facture d'importation élevée et coût élevé des subventions énergétiques), en particulier ceux qui ont un double déficit, comme l'Inde. En revanche, les événements récents devraient profiter, dans une certaine mesure, **aux exportateurs de matières premières.** C'est le cas notamment de **l'Amérique latine** (à l'exception du Mexique) qui, en plus d'être physiquement éloignée et peu liée commercialement à la zone de conflit, est la plus positivement corrélée au cycle des matières premières, que ce soit par le biais du pétrole ou des métaux. Toutefois, la réalité ne se résume pas à une ligne de démarcation nette entre importateurs et exportateurs de produits de base, elle est plus complexe : la hausse des coûts des intrants pèse davantage sur les profils d'inflation déjà très tendus, comme les pays d'Europe centrale et EMOA ainsi que l'Amérique latine, d'où la nécessité d'un soutien financier plus important (subventions plus élevées, plafonnement des prix, aides en espèces) et une dégradation de la situation dans les pays où l'équilibre budgétaire est fragile. Parallèlement, la position stratégiquement et pragmatiquement neutre de la Chine est un élément important à prendre en considération, soit pour des pourparlers de paix plus efficaces, soit pour le maintien d'un ordre géopolitique fragile.

L'impact négatif se concentrera pour l'essentiel sur les régions proches de la zone de conflit

Côté actions, si la prudence et la sélectivité restent de mise, les tendances d'avant la crise devraient se renforcer : **l'indice des actions brésiliennes**, déjà affecté par la rotation value, s'est montré assez résistant face aux événements récents. En ce qui concerne les titres obligataires, il convient de privilégier la **dette en devise forte dans un contexte de prix du pétrole élevés** et de perspectives de croissance et d'inflation plus incertaines qui pénalisent la **dette en devise locale**. Les obligations en devise locale pourraient à terme s'avérer relativement moins attrayantes dans un contexte de crise : la tendance à la stagflation implique la persistance d'une inflation élevée ainsi qu'un assouplissement différé des politiques monétaires, ce qui réduit l'appétit pour les durations longues ou pour les devises émergentes.

Spécial Ukraine

Définitions

Actions value (valeurs décotées) : actions de sociétés dont le cours de bourse est inférieur à leur valeur intrinsèque, sur la base de leurs actifs et de leur capacité bénéficiaire à long terme, autrement dit actions sous-évaluées.

Devise forte : une monnaie forte est une devise qui fait office de réserve de valeur sur un marché de change. Les facteurs qui contribuent à accorder à une monnaie le statut de monnaie forte sont la stabilité à long terme, les perspectives nationales politiques et budgétaires et la politique de la banque centrale émettrice.

EMEA : Europe Middle East & Africa, ou EMEA, est une appellation pour désigner la région économique qui regroupe les pays d'Europe, du Moyen-Orient et de l'Afrique.

Inflation : hausse générale des prix des biens et services en circulation dans un pays et sur une période donnée. L'inflation se traduit par un phénomène d'augmentation générale des prix et peut ainsi entraîner une baisse du pouvoir d'achat et de la monnaie.

Plan de relance européen NGEU : le plan de relance européen de 2020 (baptisé « Next Generation EU »), proposé par la Commission européenne le 27 mai 2020, est un accord trouvé par les vingt-sept États membres de l'Union européenne, à l'issue du Conseil européen du 17 au 21 juillet 2020. Ce plan vise à pallier les conséquences économiques et sociales de la pandémie de Covid-19 qui touche l'Europe depuis début 2020. Son montant est fixé à 750 milliards d'euros (dont 360 milliards de prêts et 390 milliards de subventions), accompagné d'un budget européen pluriannuel renforcé à 1 074,3 milliards pour les années 2021 à 2027.

Stagflation : situation d'une économie qui souffre simultanément d'une croissance économique faible ou nulle et d'une forte inflation.

Duration : exprimée en nombre d'années, la duration correspond à la durée de vie moyenne actualisée de l'ensemble des flux (intérêt et capital) d'une obligation ou d'un portefeuille obligataire. Toutes choses étant égales par ailleurs, plus la duration est élevée, plus le risque est grand. Afin de connaître le niveau de risque d'un portefeuille constitué d'obligations, il est utile de connaître la duration de chacune de ses obligations pour déterminer la duration moyenne du portefeuille.

AVERTISSEMENT

Achevé de rédiger le 18/3/2022.

Ce document est fourni à titre d'information uniquement. Les informations qu'il contient ne constituent en aucun cas une offre ou une sollicitation par un membre quelconque du groupe Amundi de fournir un conseil ou un service d'investissement ou pour acheter ou vendre des instruments financiers. Ces informations sont basées sur des sources que nous considérons fiables, mais nous ne garantissons pas qu'elles soient exactes, complètes, valides ou à propos et ne doivent pas être considérées comme telles à quelque fin que ce soit.

Cette publication ne peut être reproduite, en totalité ou en partie, ou communiquée à des tiers sans notre autorisation. Les informations figurant dans cette publication ne visent pas à être distribuées ni utilisées par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Amundi ou ses sociétés affiliées de se conformer aux obligations d'enregistrement de ces pays. La totalité des produits ou services peut ne pas être enregistrée ou autorisée dans tous les pays ou disponible pour tous les clients.

Amundi Asset Management

Société par actions simplifiée au capital social de 1 143 615 555 euros

Société de Gestion de Portefeuille agréée par l'AMF sous le n° GP 04000036

Siège social : 91-93, boulevard Pasteur - 75015 Paris - France

Adresse postale : 91, boulevard Pasteur CS21564 - 75730 Paris Cedex 15 - France - Tél. +33 (0)1 76 33 30 30

Siren : 437 574 452 RCS Paris - Siret : 43757445200029 - Code APE : 6630 Z - N° Identification TVA : FR58437574452